

bpost annonce un solide troisième trimestre

Faits marquants du troisième trimestre 2014

- **Le total des produits d'exploitation (revenus)**, s'est établi à 569,2 millions EUR, une évolution **stable sur une base organique par rapport à l'année dernière**, mais négativement affecté par les ventes de bâtiments de 7,7 millions EUR inférieures à celles du même trimestre l'année dernière lors duquel une propriété importante a été vendue.
- **Amélioration de la baisse du volume du courrier domestique (Domestic Mail) à -4,3%** (-4,9% au premier semestre), notamment grâce à des mailings ponctuels envoyés par certains clients, mais résultant toujours des tendances déjà observées de substitution électronique et de ventes de courrier publicitaire, induisant une diminution de -4,7% depuis le début de l'année. La baisse déclarée pour le trimestre est de -4,6% (le chiffre sous-jacent élimine l'incidence du jour ouvrable de moins que compte le trimestre).
- **Augmentation du volume des paquets nationaux (Domestic Parcels) de 10,3%** (+5,2% au premier semestre) grâce à la forte performance des clients e-commerce, aux premiers signes de reprise dans le secteur du C2C et à certaines actions ponctuelles. Les paquets internationaux (International Parcels) ont enregistré une forte croissance de 10,6 millions EUR, **portant la croissance totale organique des paquets à 13,0 millions EUR**.
- Légère croissance organique des **sources additionnelles de revenus** de 1,4 millions EUR.
- **Baisse organique des coûts (hors frais de transport) de 7,2 millions EUR** par rapport à l'année dernière. Réduction d'ETP sous-jacente de 840, conformément aux attentes.
- **Marge EBITDA de 104,4 millions EUR ou 18,3%, stable par rapport au troisième trimestre 2013 et conformément aux attentes**, influencée par des éléments non opérationnels tels que des ventes de bâtiments moins élevées et des charges de restructuration.
- **Bénéfice net de bpost S.A.**, selon les normes GAAP belges, pour les 9 premiers mois, de 218,1 millions EUR.

Commentaire du CEO

Koen Van Gerven, CEO, a déclaré : « *Je suis satisfait de la belle performance des paquets et des résultats solides que bpost a enregistrés au troisième trimestre. Les résultats ont aussi été soutenus par une baisse du volume de courrier moindre, mais nous restons prudents étant donné que les tendances sous-jacentes de la substitution électronique et des faibles ventes de courrier publicitaire demeurent inchangées. Nous continuons dès lors à nous préparer à réagir si des conditions plus défavorables survenaient. Les résultats opérationnels (EBITDA) ont également été impactés par certains éléments non opérationnels, qui ont entraîné une augmentation marginale de 0,6%.* »

« *Je suis également heureux des nouvelles initiatives lancées ce trimestre : la livraison de courses à domicile et les améliorations apportées à notre offre de paquets, en particulier le lancement de nos distributeurs automatiques de paquets et le confort accru pour les expéditeurs et les destinataires de paquets. Je suis convaincu que ces initiatives renforceront notre leadership dans la livraison au plus près de nos clients.* »

Perspectives

Les prévisions restent pratiquement inchangées par rapport au second trimestre de 2014. Cependant, les tendances sous-jacentes persistantes de volumes de Domestic Mail, en partie améliorées grâce à un meilleur troisième trimestre, nous font revenir à notre prévision initiale pour la baisse du volume, soit environ -5% pour l'année entière.

Chiffres clés¹

3e Trimestre (en millions EUR)					
	Publié		Normalisé		evolution %
	2013	2014	2013	2014	
Total des produits d'exploitation (revenus)	566,6	569,2	566,6	569,2	0,5%
Charges d'exploitation	462,7	464,7	462,7	464,7	-0,4%
EBITDA	103,9	104,4	103,9	104,4	0,6%
Marge (%)	18,3%	18,3%	18,3%	18,3%	
EBIT	81,5	82,9	81,5	82,9	1,8%
Marge (%)	14,4%	14,6%	14,4%	14,6%	
Profit avant impôts	80,6	79,8	80,6	79,8	-1,0%
Impôts	26,9	27,0	26,9	27,0	
Profit net	53,8	52,7	53,8	52,7	-1,9%
FCF	(2,5)	(38,5)	(2,5)	(38,5)	
Profit net bpost S.A. (BGAAP)	44,9	46,6	44,9	46,6	3,9%
Dette nette/(trésorerie nette), au 30 septembre	(535,4)	(645,9)	(535,4)	(645,9)	20,6%

Aux troisièmes semestres de 2013 et 2014, aucune différence n'intervient entre les chiffres publiés et normalisés.

Total de l'année en cours (en millions EUR)					
	Publié		Normalisé		evolution %
	2013	2014	2013	2014	
Total des produits d'exploitation (revenus)	1.802,2	1.809,4	1.787,7	1.809,4	1,2%
Charges d'exploitation	1.372,4	1.368,3	1.372,4	1.368,3	0,3%
EBITDA	429,9	441,0	415,3	441,0	6,2%
Marge (%)	23,9%	24,4%	23,2%	24,4%	
EBIT	363,9	377,3	349,3	377,3	8,0%
Marge (%)	20,2%	20,9%	19,5%	20,9%	
Profit avant impôts	371,4	368,8	356,8	368,8	3,4%
Impôts	136,1	124,0	136,1	124,0	
Profit net	235,2	244,8	220,6	244,8	11,0%
FCF	113,3	324,9	236,5	325,2	37,5%
Profit net bpost S.A. (BGAAP)	175,5	218,1	175,5	218,1	24,3%
Dette nette/(trésorerie nette), au 30 septembre	(535,4)	(645,9)	(535,4)	(645,9)	20,6%

Pour plus d'information :

Investisseurs

Paul Vanwambeke T. +32 2 276 2822

Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643

www.bpost.be/bourse

investor.relations@bpost.be

Presse

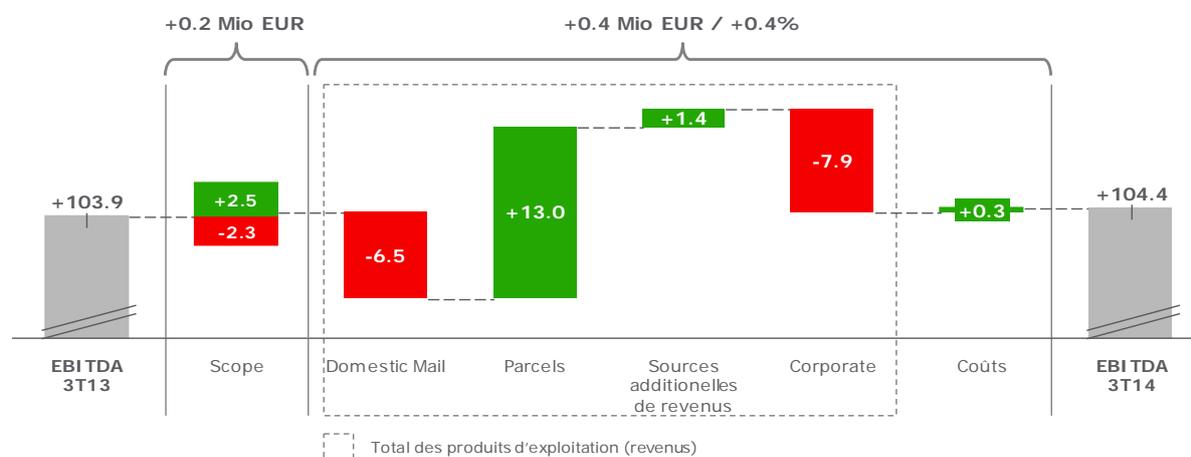
Piet Van Speybroeck

M. +32 477 68 47 12 | T. +32 2 276 2185

piet.vanspeybroeck@bpost.be

¹ Les chiffres normalisés ne sont pas audités. Pour plus de détails concernant la réconciliation des chiffres clés normalisés et rapportés, veuillez consulter la section relative à la « Réconciliation des mesures financières rapportées ou normalisées » de ce document.

Troisième trimestre 2014 – Compte de résultats



Les **revenus** du groupe ont augmenté de 2,6 millions EUR (+0,5%) pour atteindre 569,2 millions EUR au troisième trimestre, dont 2,5 millions EUR liés aux changements de périmètre (acquisition à 100% de Gout, BEurope, Ecom et Starbase par Landmark Global Inc.). En excluant les recettes générées l'année dernière par la vente de bâtiments, qui ont dépassé le niveau de cette année de 7,7 millions EUR, les revenus ont augmenté, sur base organique, de 7,8 millions EUR grâce à la solide performance des Parcels (+13,0 millions EUR), partiellement amoindrie par la baisse du Domestic Mail (-6,5 millions EUR).

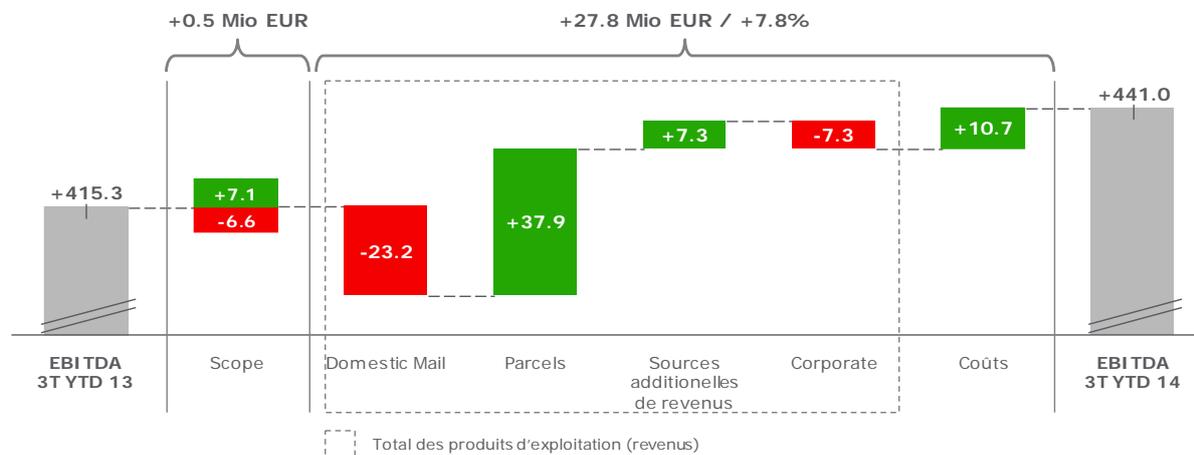
Les **marges EBITDA et EBIT** publiées sont comparables à celles de l'année dernière. Si l'on exclut le changement de périmètre et les revenus moindres générés par la vente des bâtiments, l'EBITDA et l'EBIT ont respectivement augmenté de 8,1 millions EUR et de 8,9 millions EUR.

Les **dépenses financières nettes** ont augmenté de 2,9 millions EUR pour atteindre -5,7 millions EUR, principalement en raison de l'augmentation des charges financières hors trésorerie dans le cadre de l'IAS 19, à la suite de la diminution des taux d'actualisation.

L'**impôt sur le résultat** ainsi que le taux d'imposition effectif sont en ligne avec ceux de l'année dernière.

Le **résultat net IFRS du groupe** s'élevait à 52,7 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes GAAP belges** de la société mère a atteint 46,6 millions EUR pour le trimestre (+3,9%).

Neuf premiers mois 2014 – Compte de résultats



Pour les neuf premiers mois, les **revenus du groupe** ont augmenté de 21,7 millions EUR (+1,2%) sur une base normalisée pour atteindre 1.809,4 millions EUR, dont 14,6 millions EUR de croissance organique. Celle-ci est principalement soutenue par les Parcels (+37,9 millions EUR de croissance organique), les sources de revenus additionnelles (+7,3 millions EUR) et les augmentations de prix au niveau du Domestic Mail (+19,9 millions EUR), qui, ensemble, ont plus que compensé les pertes de volume associées au Domestic Mail (-46,8 millions EUR, à l'exclusion de la contribution de 4,6 millions EUR liée aux élections 2014) et les revenus moindres générés par les ventes de bâtiments (-6,1 millions EUR).

Les coûts ont diminué de 10,7 millions EUR sur une base organique, entraînant une augmentation de la **marge EBITDA** de 24,4% pour atteindre 441,0 millions EUR (+25,7 millions EUR par rapport à l'an dernier) sur une base normalisée.

L'**EBIT** s'est établi à 377,3 millions EUR (+28,0 millions EUR par rapport à l'année dernière), avec des amortissements et réductions de valeur pour un montant de 63,7 millions EUR.

Les **dépenses financières nettes** ont augmenté de 10,8 millions EUR pour atteindre -17,4 millions EUR. Cette évolution s'explique principalement par une hausse des charges financières hors trésorerie (+13,6 millions EUR) liées aux avantages du personnel IAS 19, à la suite de la diminution des taux d'actualisation.

L'**impôt sur le résultat** a diminué de 12,1 millions EUR par rapport à l'année dernière. Cette diminution s'explique principalement par le fait qu'un impôt additionnel sur le revenu de 17,6 millions EUR a été encouru au premier semestre de 2013. Cet impôt additionnel est dû au transfert de 21,3 millions EUR des réserves exonérées d'impôt au résultat distribuable et au paiement de réserves immunisées de 30,3 millions EUR.

Le **résultat net IFRS du groupe** s'élevait à 244,8 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes GAAP belges** de la société mère s'élevait à 218,1 millions EUR pour le total de l'année en cours.

Total des produits d'exploitation: aperçu du Groupe

Troisième trimestre 2014

3e Trimestre En millions EUR	Publié			Organique ²			vol sous- jacent evol %
	2013	2014	evol %	2013	2014	evol %	
Domestic mail	348,4	341,9	-1,9%	348,4	341,9	-1,9%	-4,3%
Transactional mail	212,5	209,3	-1,5%	212,5	209,3	-1,5%	-4,7%
Advertising mail	60,5	58,3	-3,6%	60,5	58,3	-3,6%	-3,7%
Press	75,4	74,3	-1,5%	75,4	74,3	-1,5%	-2,5%
Parcels	58,0	72,9	25,7%	58,0	70,9	22,3%	29,7%
Domestic Parcels	31,9	35,2	10,3%	31,9	35,2	10,3%	10,3%
International Parcels	22,2	34,8	56,8%	22,2	32,8	47,9%	
Special Logistics	3,9	2,9	-25,6%	3,9	2,9	-25,6%	
Sources additionnelles de revenus	146,3	148,4	1,4%	146,3	147,8	1,0%	
International mail	45,5	48,5	6,6%	45,5	48,5	6,6%	
Banking and financial products	51,8	50,6	-2,3%	51,8	50,6	-2,3%	
Value-added services	23,5	22,9	-2,6%	23,5	24,1	2,5%	
Autres	25,5	26,4	3,5%	25,5	24,6	-3,5%	
Corporate (catégorie de réconciliation)	13,8	6,0	-56,5%	13,8	6,0	-56,5%	
Total des produits d'exploitation	566,6	569,2	0,5%	566,6	566,6	0,0%	

Les recettes du **Domestic Mail** ont diminué de 6,5 millions EUR (-1,9%) pour s'établir à 341,9 millions EUR. Si l'on exclut l'impact du jour ouvrable en moins que compte le trimestre, la baisse du volume sous-jacent s'est établie à -4,3%. Le Transactional Mail, affichant une baisse sous-jacente des volumes de -4,7%, a continué de pâtir de la substitution électronique opérée par les mêmes expéditeurs importants qu'au dernier trimestre et d'une tendance générale à réduire les dépenses postales ; nous n'avons cependant pas constaté l'implémentation de nouvelles mesures agressives chez d'autres clients. Simultanément, certains éléments ponctuels (par ex. des campagnes de changement de marque menées par des clients) ont eu un impact positif. Les résultats de l'Advertising Mail restent faibles ce trimestre, avec une baisse sous-jacente de volumes de -3,7%. Les baisses de volumes Press ont enregistré une amélioration en s'établissant à -2,5%. Les baisses de volume de courrier ont affecté les revenus à concurrence de -12,9 millions EUR et ont été partiellement compensées par la nette amélioration au niveau des prix et du mix, pour un montant de 7,3 millions EUR.

Les **Parcels** ont réalisé une belle performance, en enregistrant une croissance organique de 13,0 millions EUR. Les International Parcels ont connu une croissance organique de +10,6 millions EUR. Le trafic en provenance des Etats-Unis (+5,7 millions EUR) et de la Chine (+2,2 millions EUR) poursuit son évolution positive, tandis que le trafic à destination de la Chine a continué à croître de manière modeste (+1,4 millions EUR). La croissance des volumes de Domestic Parcels s'établit à 10,3%, une excellente performance par rapport au premier semestre de l'année (+5,2%). Cette évolution s'explique à la fois par le fulgurant essor des activités de commerce électronique, les

² Les chiffres organiques ne sont pas audités, et contiennent l'impact de la normalisation (voir section « rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés »), le transfert entre VAS et Autres en 2013 et excluent l'impact des changements de périmètre

premiers signes de reprise dans le secteur du C2C et une action ponctuelle d'un client (rapportant à elle seule 60 points de base de croissance en termes de volumes).

Le total des produits d'exploitation générés par des **sources additionnelles de revenus** a connu une croissance organique de 1,4 millions EUR pour s'établir à 148,4 millions EUR. Cette évolution est principalement due aux bonnes performances de l'International Mail (+3,0 millions EUR) et des Value Added Services (+0,6 millions EUR), partiellement amoindrie par une diminution des revenus générés par les Banking and Financial products (-1,3 millions EUR) résultant des effets de phasing et de la baisse des volumes des transactions financières gérées au nom de l'État belge.

Les revenus liés à **Corporate** ont diminué de 7,9 millions EUR pour s'établir à 6,0 millions EUR, principalement en raison d'une diminution des revenus provenant de la vente de bâtiments (-7,7 millions EUR). L'année dernière, les gains provenant de la vente d'immeubles ont profité de l'impact positif d'une transaction importante (11,4 millions EUR).

Neuf premiers mois de 2014

Total de l'année en cours En millions EUR	Rapporté			Organique			vol sous-jacent
	2013	2014	evol %	2013	2014	evol %	evol %
Domestic mail	1.137,0	1.113,8	-2,0%	1.137,0	1.113,8	-2,0%	-4,7%
Transactional mail	701,7	684,1	-2,5%	701,7	684,1	-2,5%	-5,3%
Advertising mail	202,0	199,9	-1,0%	202,0	199,9	-1,0%	-3,3%
Press	233,4	229,9	-1,5%	233,4	229,9	-1,5%	-2,9%
Parcels	173,6	217,1	25,1%	173,6	211,5	21,8%	28,1%
Domestic Parcels	102,9	110,4	7,3%	102,9	110,4	7,3%	6,8%
International Parcels	58,5	97,0	65,8%	58,5	91,4	56,2%	
Special Logistics	12,2	9,7	-20,5%	12,2	9,7	-20,5%	
Sources additionnelles de revenus	460,3	454,4	-1,3%	445,7	453,0	1,6%	
International mail	144,1	148,4	3,0%	144,1	148,4	3,0%	
Banking and financial products	156,4	154,9	-1,0%	156,4	154,9	-1,0%	
Value-added services	66,5	71,6	7,7%	66,5	71,6	7,7%	
Autres	93,3	79,5	-14,8%	78,7	78,1	-0,8%	
Corporate (catégorie de réconciliation)	31,3	24,0	-23,3%	31,3	24,0	-23,3%	
Total des produits d'exploitation	1.802,2	1.809,4	0,4%	1.787,7	1.802,3	0,8%	

Les revenus du **Domestic Mail** s'élèvent à 1.113,8 millions EUR, soit une baisse de 23,2 millions EUR par rapport à l'année dernière, suite à une évolution sous-jacente des volumes de -4,7%, partiellement compensée au second trimestre par les augmentations de prix et les revenus des élections.

Les revenus générés par les **Parcels** atteignent 217,1 millions EUR (+43,5 millions EUR, dont +37,9 millions EUR de croissance organique), grâce à la croissance de 6,8% de volumes des Domestic Parcels et au développement important des International Parcels.

Les **sources additionnelles de revenus** s'élèvent à 454,4 millions EUR, soit une diminution de -5,9 millions EUR. Si l'on exclut les gains suite à la vente de certaines activités de Certipost, les revenus ont augmenté de 8,7 millions EUR, dont 7,3 millions EUR de croissance organique.

Charges d'exploitation

Troisième trimestre 2014

3e Trimestre En millions EUR	Publié			Organique ³		
	2013	2014	évolution %	2013	2014	évolution %
Charges de personnel et intérimaires	311,3	312,5	0,4%	311,3	312,0	0,2%
ETP	27.090	26.060	-1.030	27.090	25.998	-1.092
Services et biens divers (excl. intérim et frais de transport)	93,6	90,8	-3,0%	93,6	90,4	-3,4%
Frais de transport	43,7	51,7	18,3%	43,7	50,5	15,7%
Autres coûts	14,2	9,7	-31,6%	14,2	9,5	-33,6%
Total charges d'exploitation	462,7	464,7	0,4%	462,7	462,4	-0,1%

Le total des **charges d'exploitation** s'élève à 464,7 millions EUR, soit une légère diminution organique de -0,3 million EUR. Les frais de transport ont augmenté de 6,9 millions EUR suite à la forte croissance de nos activités internationales. Si l'on exclut les frais de transport, les charges d'exploitation restent sous contrôle et ont diminué de 7,2 millions EUR sur une base organique.

Les **charges de personnel et frais d'intérim** ont été affectés par les effets opposés, d'une part, de la diminution du nombre moyen d'ETP de 1.092 par rapport au même trimestre l'année dernière (-13,3 millions EUR) et, d'autre part, des augmentations salariales et de l'impact de la convention collective de travail (+3,3 millions EUR), des charges de restructuration ponctuelles (+3,1 millions EUR) et de l'évolution des avantages du personnel (+1,8 millions EUR), d'un effet de mix légèrement défavorable (+0,2 million EUR) résultant d'un recours moindre aux étudiants et à l'utilisation plus importante d'intérimaires et finalement des provisions plus élevées pour le retard dans la prise des congés (+2,9 millions EUR). Ce dernier point montre que le chiffre de réduction des ETP rapporté est légèrement exagéré par rapport aux tendances sous-jacentes, étant donné que très peu de congés ont été pris jusqu'à présent par rapport à l'année dernière. Si l'on exclut l'effet positif temporaire du retard dans la prise de congés sur le nombre d'ETP, la réduction d'ETP sous-jacente est estimée à 840 ETP pour le trimestre, conformément aux lignes directrices de gestion.

Les **services et biens divers hors frais de transport** ont diminué de 3,2 millions EUR sur base organique, résultant de moindres loyers et charges locatives (-1,5 millions EUR), les coûts mensuels étant plus faibles suite à l'extension des contrats en lien avec le parc automobile, de factures énergétiques plus faibles (-0,7 million EUR) grâce à l'évolution positive des prix du carburant et d'une diminution des frais de publicité et d'annonce (-0,7 million EUR).

La diminution des **autres coûts** (-4,8 millions EUR de décroissance organique) est principalement le résultat de l'estimation des impôts locaux et précomptes immobiliers pour une période de neuf mois l'année dernière, une nouvelle législation devenant applicable pour bpost (montant pris dans sa totalité au troisième trimestre de 2013 et étalé sur l'année 2014), du règlement favorable des provisions et d'une diminution des coûts d'approvisionnements et de marchandises.

³ Les chiffres organiques ne sont pas audités, et contiennent l'impact de la normalisation (voir section « rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés ») et excluent l'impact des changements de périmètre

Neuf premiers mois de 2014

Total de l'année en cours En millions EUR	Publié			Organique		
	2013	2014	évolution %	2013	2014	évolution %
Charges de personnel et intérimaires	933,5	922,8	-1,1%	933,5	921,5	-1,3%
ETP	26.510	25.488	-1.022	26.510	25.433	-1.077
Services et biens divers (excl. intérim et frais de transport)	286,1	269,2	-5,9%	286,1	267,9	-6,4%
Frais de transport	127,1	150,7	18,5%	127,1	147,5	16,0%
Autres coûts	25,6	25,6	0,0%	25,6	24,9	-3,0%
Total charges d'exploitation	1.372,4	1.368,3	-0,3%	1.372,4	1.361,7	-0,8%

Pour les neuf premiers mois de l'année 2014, le total des charges d'exploitation s'élève à 1.368,3 millions EUR, une économie organique de 10,7 millions EUR par rapport à l'année dernière. Si l'on exclut les frais de transport, le total des dépenses a diminué de 31,0 millions EUR sur base organique, principalement à la suite d'une diminution des charges de personnel et frais d'intérim (-12,0 millions EUR), des services et biens divers et des autres coûts (-19,0 millions EUR).

Flux de trésorerie

Troisième trimestre 2014

Le flux de trésorerie libre normalisé au troisième trimestre (-38,5 millions EUR) est inférieur de 36,0 millions EUR à celui de l'année dernière, en raison des moindres liquidités générées par les activités d'exploitation et d'investissement.

Au troisième trimestre, le **flux de trésorerie normalisé des activités d'exploitation** est inférieur de 10,1 millions EUR par rapport à la même période l'année dernière. Le meilleur résultat des activités d'exploitation (14,2 millions EUR) a été plus que compensé par une détérioration du fonds de roulement (24,2 millions EUR), principalement due au renversement annoncé de l'effet de phasing positif enregistré au premier trimestre de 2014 au niveau des frais terminaux.

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 21,7 millions EUR au troisième trimestre, comparées à une rentrée de 4,1 millions EUR pour la même période l'année dernière. La différence s'explique principalement par une augmentation des dépenses de capitalisation (13,7 millions EUR) pour les extensions des centres de tri et l'installation de nouvelles machines de tri pour le courrier de format mixte/grand (dans le cadre du programme Vision 2020). Nous avons également enregistré des recettes moindres générées par la vente des immobilisations corporelles pour un montant de 14,5 millions EUR.

Neuf premiers mois de 2014

Le flux de trésorerie libre normalisé est de 88,7 millions EUR supérieur à celui de l'année dernière, en raison d'un meilleur flux de liquidités résultant des activités d'exploitation, partiellement amoindrie par une sortie de trésorerie plus élevée pour les activités d'investissement.

Le **flux de trésorerie normalisé des activités d'exploitation**⁴ de 379,9 millions EUR est de 96,6 millions supérieur à celui de l'an dernier grâce aux meilleurs résultats des activités d'exploitation (+44,5 millions EUR) et des 52,2 millions EUR de liquidités supplémentaires générées à partir du fonds de roulement.

⁴ Hors évolution de 0,2 million EUR des dépôts reçus de tiers et remboursement exceptionnel en 2013 de la prétendue surcompensation pour les SIEG (123,1 millions EUR).

Les **activités d'investissement** ont généré une sortie de trésorerie de 54,8 millions EUR par rapport à une sortie de trésorerie de 46,8 millions EUR pour la même période l'année dernière, résultant principalement d'une augmentation des dépenses de capitalisation comme expliqué ci-dessus (15,0 millions EUR) et des recettes moindres découlant de la vente des immobilisations corporelles (12,8 millions EUR). Ces effets sont partiellement compensés par une diminution des sorties de trésorerie en lien avec les filiales (19,9 millions EUR), bpost ayant participé l'année dernière à l'augmentation de capital de bpost banque (37,5 millions EUR) et acheté les 20% d'actions restantes de MSI (6,8 millions EUR), mais a perçu des liquidités résultant de la cession de certaines activités de Certipost (15,1 millions EUR). Cette année, bpost a fait l'acquisition de nouvelles filiales pour un montant total de 9,1 millions EUR.

Les sorties de liquidités résultant des **activités financières** s'élèvent à 41,6 millions EUR, dont 40,0 millions EUR sont liés au dividende complémentaire relatif aux résultats de 2013 payés en 2014. **La trésorerie nette** s'élève à 645,9 millions EUR au 30 septembre 2014.

Principaux événements du troisième trimestre

Le 29 septembre, bpost a remis une offre indicative non contraignante pour l'achat de 51% d'actions de la poste roumaine.

Une partie de la stratégie de bpost consiste à rechercher des opportunités permettant de générer de nouveaux revenus et/ou de renforcer nos activités existantes en Belgique. En outre, sur une base très sélective et à condition qu'elles garantissent un solide retour sur investissement, nous explorons d'autres opportunités, là où bpost est à même d'apporter une plus-value particulière à la situation, telle que l'apport de son savoir-faire dans la modernisation des opérations postales, et à condition qu'elles ne mettent pas en péril les paiements de dividende pour nos actionnaires.

Le gouvernement roumain a lancé un processus de privatisation de Posta Romana. bpost se situe à un stade très précoce d'évaluation de cette éventuelle opportunité et, afin de lancer une analyse approfondie de l'entreprise, une telle proposition non contraignante était requise. Il est beaucoup trop tôt pour dire si cela mènera à une offre contraignante et, pour ce cas en particulier, tout investissement, s'il a lieu, serait assez limité en termes d'investissement de ressources financières ou managériales engagées.

Lancement de nouveaux produits et services

bpost s'efforce d'offrir à ses clients les meilleures options pour recevoir leurs paquets. Dès novembre, bpost livrera des paquets le samedi afin de renforcer son offre. La livraison via des distributeurs automatiques de paquets a été lancée sur une base commerciale. Déjà plus d'une centaine de distributeurs sont disponibles à travers la Belgique. Les destinataires peuvent y enlever leur paquet au moment qui leur convient, 24h sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an. Ces distributeurs de paquets ont été installés à des endroits fort fréquentés comme des gares, des parkings de centres commerciaux et des grands bureaux de poste. Dernièrement, bpost a lancé la préparation en ligne de paquets (étiquette, paiement) ainsi que le dépôt et la réception dans un de nos 1.250 points paquets, cela afin d'améliorer le service clients.

Fin septembre, la livraison à domicile par bpost de courses commandées en ligne a été déployée pour tous les habitants de Bruxelles et du Brabant wallon. Sur la plateforme de bpost « www.combo.be », les acheteurs peuvent passer commande auprès des magasins participants, choisir un créneau de livraison et combiner les commandes qu'ils ont passées auprès de différents détaillants en une seule livraison. Le service a été étendu à une partie du Brabant flamand fin octobre.

Désignation de 2 administrateurs indépendants non exécutifs pour le Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Spéciale des Actionnaires, qui s'est tenue le 22 septembre 2014, a désigné Ray Stewart et Michael Stone comme administrateurs indépendants de l'entreprise avec effet immédiat. Ray Stewart et Michael Stone remplacent Bjarne Wind et K.B. Pedersen, ces deux

derniers ayant remis leur démission à la suite de la vente par CVC de la majorité de sa participation dans le capital d'actions de la société.

Le Conseil d'Administration a restructuré le management exécutif de la société. À partir du 1^{er} septembre 2014, le Comité de Direction et le Group Executive Management se composent tous deux de Koen Van Gerven (CEO & Parcels), Pierre Winand (CFO), Marc Huybrechts (Directeur MRS), Mark Michiels (HR) et Kurt Pierloot (Directeur MSO & International).

Augmentations tarifaires pour le courrier national pour 2015

Mi-octobre, bpost a annoncé les augmentations tarifaires sur les produits de courrier qui entreront en vigueur à partir de janvier 2015. Conformément au cadre réglementaire, l'augmentation du prix moyen de tous les produits de courrier nationaux s'élèvera approximativement à 1,5%.

Nouvelle organisation des paquets internationaux et des activités de courrier

bpost a intégré ses diverses activités internationales au sein d'une seule structure combinée permettant d'exploiter les synergies et l'expertise de ces entités afin de répondre aux besoins de livraison des paquets engendrés par le marché mondial de l'e-commerce. La nouvelle organisation opérera sous le nom « Landmark Global, a bpost company » et sera dirigée par Dave Mays, actuel CEO et fondateur de Landmark Global, Inc. Il rapportera à un comité général composé de Kurt Pierloot, Dave Mays et Pierre Winand. Kurt Pierloot représentera Landmark Global au sein du Group Executive Management de bpost.

Calendrier financier

04.12.14 (17h45 CET)	Résultats financiers des 10 premiers mois de 2014
08.12.14	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
09.12.14	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
10.12.14	Paiement de l'acompte sur dividende
16.03.15 (17h45 CET)	Résultats financiers annuels 2014
17.03.15 (10h00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
06.05.15 (17h45 CET)	Résultats financiers du 1T15
07.05.15 (10h00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
13.05.15	Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
18.05.15	Date ex-dividende
19.05.15	Date d'enregistrement
20.05.15	Paiement du dividende
06.08.15 (17h45 CET)	Résultats financiers du 2T15 et des résultats semestriels
07.08.15 (10h00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
05.11.15 (17h45 CET)	Résultats financiers du 3T15
06.11.15 (10h00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
03.12.15 (17h45 CET)	Résultats financiers des 10 premiers mois de 2015
08.12.2015	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
09.12.2015	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
10.12.2015	Paiement de l'acompte sur dividende

Etats financiers intermédiaires abrégés non audités⁵

Compte de résultats intermédiaire consolidé (non audité)

	NOTES	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
		2014	2013	2014	2013
En millions EUR					
Chiffre d'affaires	6	1.794,5	1.766,7	562,8	552,6
Autres produits d'exploitation	7	14,8	35,6	6,3	14,0
Total des produits d'exploitation		1.809,4	1.802,2	569,2	566,6
Approvisionnements et marchandises		(22,0)	(22,9)	(7,0)	(7,7)
Services et biens divers	8	(443,4)	(434,9)	(151,0)	(143,4)
Charges de personnel		(899,3)	(911,9)	(303,9)	(305,1)
Autres charges d'exploitation		(3,6)	(2,7)	(2,8)	(6,6)
Dépréciation - Amortissements		(63,7)	(66,0)	(21,5)	(22,4)
Total des charges d'exploitation		(1.432,0)	(1.438,4)	(486,2)	(485,1)
Résultat d'exploitation (EBIT)		377,3	363,9	82,9	81,5
Revenus financiers		3,1	2,9	1,0	1,7
Charges financières		(20,5)	(9,4)	(6,8)	(4,5)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		8,9	14,1	2,6	1,9
Résultat avant impôt		368,8	371,4	79,8	80,6
Impôts sur le résultat		(124,0)	(136,1)	(27,0)	(26,9)
Résultat de l'année		244,8	235,2	52,7	53,8
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		242,9	233,7	52,2	53,5
Intérêts minoritaires		1,9	1,5	0,5	0,2

Résultat par action	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
En EUR				
► de base, profit du premier trimestre attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	1,21	1,17	0,26	0,27
► dilués, profit du premier trimestre attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	1,21	1,17	0,26	0,27

En conformité avec IAS 33, les résultats dilués par action doivent être calculés en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère (après ajustement des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation au cours de l'année majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré des actions ordinaires.

⁵ Les Etats financiers consolidés abrégés ont été préparés en conformité avec IAS 34 « Information financière intermédiaire »

Etat de résultat global intermédiaire consolidé (non audité)

En millions EUR	septembre 2014	septembre 2013
Résultat de la période	244,8	235,2
Valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	66,7	(64,7)
<i>(Perte) gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	101,2	(98,0)
<i>Impact taxe sur le revenu</i>	(34,5)	33,3
Valeur des résultats actuariels sur les avantages sociaux définis	(0,2)	7,4
Pertes actuarielles sur les avantages sociaux définis	(2,3)	10,1
<i>Impact taxe sur le revenu</i>	2,1	(2,7)
Participations sans contrôle	0,0	0,0
Autres éléments du résultat pour l'exercice, déduction faite des impôts (*)	66,4	(57,3)
Résultat total de l'exercice, déduction faite des impôts	311,3	178,0
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	309,3	176,5
Intérêts minoritaires	1,9	1,5

(*) les autres éléments du résultat pour l'exercice nets ne sont pas reclassés en profit ou en perte dans les périodes suivantes

L'impact des ajustements de conversion de devises n'est pas matériel.

Bilan intermédiaire consolidé (non audité)

	NOTES	Au 30 septembre 2014	Au 30 décembre 2013
En millions EUR			
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	9	562,6	570,3
Immobilisations incorporelles	10	92,8	89,0
Participations dans des entreprises associées	11	416,9	341,3
Immeubles de placement		9,1	10,3
Actifs d'impôts différés		52,8	58,3
Créances commerciales et autres créances		2,4	2,2
		1.136,7	1.071,3
Actifs courants			
Actifs destinés à la vente		0,6	0,1
Stocks		11,5	9,2
Impôt sur le résultat à recevoir		1,0	0,1
Créances commerciales et autres créances	12	312,6	400,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	731,6	448,2
		1.057,3	857,8
Total des actifs		2.194,0	1.929,2
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère			
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		240,2	111,0
Bénéfices non attribués		244,8	101,9
		849,0	576,9
Intérêts minoritaires		(0,0)	(0,0)
Total des capitaux propres	14	849,0	576,9
Passifs non courants			
Emprunts bancaires		75,4	75,6
Avantages au personnel	15	343,6	345,1
Dettes commerciales et autres dettes		75,9	79,7
Provisions		35,6	40,2
Impôts différés passifs		1,4	1,4
		531,9	542,0
Passifs courants			
Emprunts bancaires		9,8	11,3
Découverts bancaires		0,3	0,2
Provisions		19,7	22,4
Impôts sur le résultat à payer	16	99,7	41,7
Dettes commerciales et autres dettes	17	683,7	734,7

	813,2	810,3
Total des passifs	1.345,0	1.352,3
Total des capitaux propres et passifs	2.194,0	1.929,2

Mouvements intermédiaires consolidés des capitaux propres (non audité)

En millions EUR	Attribuable aux porteurs de capitaux propres					Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Total		
Au 1er janvier 2013*	508,5	0,0	214,6	3,7	726,8	0,0	726,8
Résultat de la période				233,7	233,7	1,5	235,2
Autres éléments du résultat			(53,5)	(3,7)	(57,3)		(57,3)
Résultat global de l'année	0,0	0,0	(53,5)	230,0	176,4	1,5	178,0
Diminution de capital	(144,5)				(144,5)		(144,5)
Dividendes payés			(53,5)		(53,5)	(0,1)	(53,6)
Autres éléments du résultat			9,1	1,5	10,6	(1,4)	9,2
Au 30 septembre 2013	364,0	0,0	116,6	235,2	715,8	0,0	715,8

* Retraité dans le cadre de IAS 19R, les autres réserves ont diminué de 10,9 millions EUR

En millions EUR	Attribuable aux porteurs de capitaux propres					Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Actions propres	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Total		
Au 1er janvier 2014	364,0	0,0	111,0	101,9	576,9	0,0	576,9
Résultat de la période				242,9	242,9	1,9	244,8
Autres éléments du résultat			168,3	(101,9)	66,4		66,4
Résultat global de l'année	0,0	0,0	168,3	141,0	309,3	1,9	311,3
Dividendes payés			(40,0)		(40,0)	0,0	(40,0)
Autres éléments du résultat			0,8	1,9	2,8	(1,9)	0,8
Au 30 septembre 2014	364,0	0,0	240,2	244,8	849,0	0,0	849,0

Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non audité)

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
		2014	2013	2014	2013
Activités opérationnelles					
Résultat avant impôt		368,8	371,4	79,8	80,6
Dépréciations et amortissements		63,7	66,0	21,5	22,4
Réductions de valeur		1,8	0,2	0,7	0,4
Gains sur la vente d'immobilisations corporelles		(9,4)	(15,4)	(4,7)	(12,4)
Gains sur la vente des activités Certipost		0,0	(14,6)	0,0	0,0
Variation des avantages au personnel		(3,8)	(27,8)	(2,0)	(9,3)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(8,9)	(14,1)	(2,6)	(1,9)
Impôts payés sur le résultat		(64,8)	(62,0)	(61,2)	(60,9)
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles avant changement du fonds de roulement et des provisions		347,4	303,7	31,6	18,9
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances		62,9	70,7	(26,1)	2,3
Diminution / (Augmentation) des stocks		(1,9)	(1,1)	(1,6)	(0,7)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes		(21,1)	(81,9)	(18,1)	(23,1)
Dépôts reçus de tiers		(0,2)	(0,0)	0,0	0,0
Remboursement de la surcompensation SIEG		0,0	(123,1)	0,0	0,0
Augmentation / (Diminution) des provisions		(7,4)	(8,2)	(2,6)	(4,0)
Flux de trésorerie net généré par les activités opérationnelles		379,7	160,1	(16,7)	(6,7)
Activités d'investissement					
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles		11,3	24,2	5,6	20,1
Recettes suite à la cession de filiales, sous déduction de la trésorerie disponible		0,0	15,1	0,0	0,0
Acquisition d'immobilisations corporelles		(48,8)	(31,4)	(24,3)	(9,4)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(8,2)	(10,6)	(2,6)	(3,7)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	5	(9,1)	(6,6)	(0,4)	(2,8)
Augmentation de capital bpost bank		0,0	(37,5)	0,0	0,0
Flux de trésorerie net généré par les activités d'investissement		(54,8)	(46,8)	(21,7)	4,1
Activités de financement					
Remboursement des emprunts et des dettes de contrats de location financement		(1,6)	2,8	(0,5)	(0,1)
Diminution du capital		0,0	(144,5)	0,0	0,0
Dividendes payés		(40,0)	0,0	0,0	0,0
Dividende exceptionnel		0,0	(53,5)	0,0	0,0
Dividendes payés aux intérêts minoritaires		0,0	(0,1)	0,0	0,0
Flux de trésorerie net généré par les activités de financement		(41,6)	(195,3)	(0,5)	(0,1)

Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	283,3	(82,0)	(38,9)	(2,6)
<hr/>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	448,0	712,8		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 septembre	731,3	630,9		
<hr/>				
Mouvements entre le 1er janvier et le 30 septembre	283,3	(82,0)		

Notes aux Etats Financiers Consolidés Intermédiaires (non audité)

1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost pour les neuf premiers mois clôturés le 30 septembre 2014 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 3 novembre 2014.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommées ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public belge. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

2. Base de préparation des états financiers

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2014 ont été préparés selon la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires abrégés ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et doivent être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2013.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés en vue de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en accord avec ceux adoptés pour la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2013, excepté en ce qui concerne l'adoption des nouvelles normes et interprétations effectives au 1er janvier 2014.

Les nouvelles normes et amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2014, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- **IFRS 10** – Etats financiers consolidés
- **IFRS 11** – Partenariats
- **IFRS 12** – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- **IFRS 10 –11 & 12** - Dispositions transitoires
- **IFRS 10, IFRS 12 & IAS 27** – Amendement- Entités d'investissements
- **IAS 27 – Amendement à IAS 27** – Etats financiers individuels
- **IAS 28 – Amendement à IAS 28** – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- **IAS 32 – Instruments financiers** – Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

- **IAS 39 – Instruments financiers** – Comptabilisation et évaluation – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture
- **IAS 36 – Amendement à IAS 36** – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliqués par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, qui ne sont pas encore obligatoires, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Norme ou interprétation	Date effective de publication
IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation (publiée en juillet 2014)(*)	1 janvier 2018
IFRS 14 – Comptes de report réglementaires (*)	1 janvier 2016
IFRS 15 – Produits provenant de contrats avec les clients (*)	1 janvier 2017
IAS 19 – Amendement - Avantages au personnel – Régimes à prestations définies-Contributions des membres du personnel (*)	1 juillet 2014
IAS 16 - IAS 38 – Amendements – Clarification des méthodes de dépréciations et amortissements acceptables (*)	1 janvier 2016
IAS 16 - IAS 41 –Amendements -Agriculture (*)	1 janvier 2016
IFRS 11- Amendement – Comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans les opérations de partenariat (*)	1 janvier 2016
IFRS 10 – IAS 28 – Amendements – Vente ou apport d'actifs entre investisseurs et une entreprise associée ou une coentreprise (*)	1 janvier 2016
IAS 27 – Amendements – La méthode de mise en équivalence dans les états financiers individuels (*)	1 janvier 2016
Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2010-2012 (*)	1 juillet 2014
Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2011-2013 (*)	1 juillet 2014
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014 (*)	1 janvier 2016

(*) Non encore adoptée par l'Union Européenne à la date de ce rapport

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais d'application non encore effective.

L'interprétation **IFRIC 21** a été adoptée par l'Union Européenne en juin 2014 et sera effective à partir du 1er janvier 2015, avec une application rétroactive volontaire à partir du 1er janvier 2014. L'application de l'IFRIC 21 aura un effet principalement sur la saisonnalité des résultats de bpost banque. bpost a décidé de ne pas refléter l'IFRIC 21 dans les états financiers consolidés intermédiaires du 30 septembre 2014.

3. Saisonnalité des activités

Selon le Cinquième Contrat de Gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces services comprennent, entre autres, les opérations du réseau Retail, la distribution de journaux et de périodiques, la distribution de tracts électoraux, l'acceptation des dépôts de trésorerie dans les bureaux de poste, et la livraison à domicile de pensions d'Etat et d'allocations sociales. bpost est rémunérée pour la prestation de ces services sur base de la méthode du Coût Net Evité (« NAC »).

La compensation pour les SIEG est répartie d'égale façon sur les 4 trimestres. Pendant l'année, la compensation est calculée selon la méthodologie du Coût Net Evité pour assurer une rémunération en ligne avec les montants comptabilisés. Cette méthodologie prévoit que la compensation doit se baser sur les différences entre le coût net du fournisseur de l'activité avec le SIEG et le coût ou bénéfice net du même fournisseur sans le SIEG. La compensation obtenue pour fournir les SIEG est sujette à un plafond, qui sera ajusté selon que l'index des prix à la consommation belge excède 2,2% dans une année donnée.

4. Regroupement d'entreprises

Un ajustement des prix de 0,4 million EUR pour l'acquisition de 100 % du capital de **Gout International BV** et de **BEurope Consultancy BV** a été convenu sur la base des comptes de clôture finaux de 2013 et a été payé en septembre 2014. Le paiement n'a aucun impact sur le goodwill calculé.

5. Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente les informations sur les revenus de bpost par secteur opérationnel:

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
MRS	1.445,5	1.480,1	450,0	457,4
P&I	339,9	290,9	113,2	95,4
Total produits d'exploitation pour les secteurs opérationnels	1.785,3	1.771,0	563,2	552,7
Corporate (catégorie de réconciliation)	24,0	31,3	6,0	13,8
Total produits d'exploitation	1.809,4	1.802,2	569,2	566,6

Les revenus attribuables au secteur opérationnel MRS ont diminué de 7,4 millions EUR par rapport au troisième trimestre de 2013, pour s'établir à 450,0 millions EUR, principalement en raison de :

- la diminution sous-jacente des volumes de Domestic Mail de 4,3 % ;
- la baisse des revenus des Value Added Services, de la philatélie, des banking and financial products ;
- partiellement compensés par les augmentations de prix au niveau du courrier national.

La croissance au troisième trimestre des revenus de P&I, d'un montant de 17,8 millions EUR est principalement attribuable au portefeuille de produits Parcels, en hausse de 15,1 millions EUR, et est favorablement influencée par :

- la reprise de Gout International BV, BEurope Consultancy BV, Ecom Global Distribution Ltd et Starbase Global Logistics Inc (impact de 1,9 millions EUR sur le portefeuille de produits Parcels et de 2,5 millions EUR sur le total des produits d'exploitation) ;
- la performance d'International Parcels, stimulée par la solide expansion aux États-Unis et la croissance liée à la Chine ;
- le solde s'explique par la croissance du segment des Domestic Parcels, stimulée par l'évolution du e-commerce.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le Contrat de Gestion (voir note 6), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du résultat d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Belgique	1.571,1	1.635,0	485,0	507,0
Reste du Monde	238,3	167,3	84,2	59,5
Total produits d'exploitation	1.809,4	1.802,2	569,2	566,6

Les tableaux suivants présentent l'EBIT et l'EAT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 30 septembre 2013 et 2014:

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
MRS	372,5	362,6	91,0	84,0
P&I	23,5	9,5	1,8	(1,6)
EBIT des secteurs opérationnels	396,0	372,1	92,8	82,4
Corporate (catégorie de réconciliation)	(18,7)	(8,2)	(9,8)	(0,9)
EBIT	377,3	363,9	82,9	81,5

Au troisième trimestre de 2014, l'EBIT du secteur opérationnel MRS a augmenté de 7,0 millions EUR, pour s'établir à 91,0 millions EUR. La baisse du volume a été plus que contrebalancée par des augmentations tarifaires combinées à des améliorations de la productivité et une réduction des coûts.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I s'est amélioré de 3,4 millions EUR en passant de -1,6 millions EUR à 1,8 millions EUR au troisième trimestre de 2014, principalement grâce à un impact positif du règlement des frais terminaux se traduisant par augmentation des marges combinée à une meilleure performance des filiales de P&I.

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
MRS	372,5	362,6	91,0	84,0
P&I	23,5	9,5	1,8	(1,6)
EAT des secteurs opérationnels	396,0	372,1	92,8	82,4
Corporate (Reconciling category)	(151,2)	(136,9)	(40,0)	(28,6)
EAT	244,8	235,2	52,7	53,8

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Produits d'exploitation	24,0	31,3	6,0	13,8
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(45,7)	(48,2)	(16,3)	(15,2)
Autres éléments de réconciliation	3,0	8,7	0,5	0,5
Charges d'exploitation	(42,7)	(39,5)	(15,8)	(14,7)
EBIT Corporate (catégorie de réconciliation)	(18,7)	(8,2)	(9,8)	(0,9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	8,9	14,1	2,6	1,9

Résultats financiers	(17,4)	(6,6)	(5,7)	(2,8)
Impôts sur le résultat	(124,0)	(136,1)	(27,0)	(26,9)
EAT Corporate (catégorie de réconciliation)	(151,2)	(136,9)	(40,0)	(28,6)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation « Corporate » a diminué de 9,0 millions EUR, atteignant un négatif de 9,8 millions EUR pour le troisième trimestre de 2014, contre un négatif de 0,9 million EUR pour le troisième trimestre de 2013. Cette détérioration est principalement due à une diminution des ventes de bâtiments (7,7 millions EUR) et à une augmentation des coûts dans les départements centraux (1,1 millions EUR).

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

6. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.566,2	1.538,9	486,7	476,7
Rémunération SIEG	228,3	227,8	76,1	75,9
Total	1.794,5	1.766,7	562,8	552,6

7. Autres produits d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	9,4	15,4	4,7	12,4
Produit de cessions d'activité	0,0	14,6	0,0	0,0
Avantage de toute nature	0,0	0,2	0,0	0,1
Revenus locatifs découlant des immeubles de placement	0,8	0,7	0,2	0,2
Autres revenus locatifs	1,3	1,4	0,3	0,3
Revenus de tiers	1,7	2,1	0,6	0,7
Autres	1,6	1,2	0,5	0,3
Total	14,8	35,6	6,3	14,0

La vente de l'activité d'échange de documents électroniques de Certipost au groupe finlandais Basware a généré une entrée de liquidités de 15,1 millions EUR et un gain de 14,6 millions EUR au premier trimestre 2013.

Les gains en immobilisations corporelles relèvent essentiellement de la vente d'immeubles. Lors du troisième trimestre de l'année dernière, la vente d'un seul bâtiment a rapporté 11,4 millions EUR.

8. Charges d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
Loyers et charges locatives	51,2	52,5	-2,5%	16,9	18,2	-7,2%
Entretien et réparation	54,1	51,7	4,6%	18,1	17,3	4,6%
Fournitures d'énergie	28,1	30,7	-8,4%	8,9	9,5	-7,0%
Autres biens	14,5	15,2	-4,6%	4,9	5,7	-13,2%
Frais postaux et de télécommunication	4,1	4,8	-15,8%	1,4	1,6	-12,7%
Frais d'assurance	9,5	10,9	-12,5%	3,1	3,2	-2,2%
Frais de transport	150,7	127,1	18,5%	51,7	43,7	18,3%
Publicité et annonces	9,4	13,3	-28,9%	3,0	3,7	-18,8%
Consultance	8,8	11,8	-25,9%	3,5	3,4	4,8%
Intérim	23,6	21,6	8,9%	8,6	6,2	38,4%
Frais de rémunération de tiers	76,2	82,2	-7,3%	26,9	26,6	1,1%
Autres services	13,3	12,9	2,4%	4,1	4,4	-7,3%
Total	443,4	434,9	2,0%	151,0	143,4	5,3%

9. Immobilisations corporelles

Lors des neuf premiers mois de 2014, les immobilisations corporelles ont légèrement diminué de 7,6 millions EUR, soit 1,3 %, pour s'établir à 562,6 millions EUR au 30 septembre 2014. Cette baisse est due aux amortissements et réductions de valeur de 53,0 millions EUR pour les neuf premiers mois de 2014, aux transferts vers les actifs détenus en vue de la vente de 2,5 millions EUR et au transfert vers les immobilisations incorporelles de 1,9 millions EUR, partiellement compensés par des dépenses de capitalisation de 48,8 millions EUR ainsi que des transferts d'immeubles de placement pour 1,1 millions EUR.

10. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 3,8 millions EUR, soit 3,5 %, pour s'établir à 92,8 millions EUR au 30 septembre 2014, principalement en raison de la hausse du goodwill (4,9 millions EUR), liée à l'acquisition des nouvelles filiales Gout International BV, BEurope Consultancy BV, Ecom Ltd et Starbase Global Logistics Inc.

11. Participations dans les sociétés associées

Les participations dans les entreprises associées ont augmenté de 75,5 millions EUR, soit 22,1%, pour s'établir à 416,9 millions EUR au 30 septembre 2014, ce qui correspond à la part de la Société dans le bénéfice de bpost banque pour les neuf premiers mois de 2014 pour un montant de 8,9 millions EUR, et à l'augmentation des gains non réalisés sur le portefeuille d'obligations pour un montant de 66,7 millions EUR, reflétant une diminution moyenne de la courbe du rendement sous-jacent de 62 points de base (bps). Au 30 septembre 2014, les participations dans les entreprises associées ont compris des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 223,3 millions EUR, ce qui représente 53,6% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

12. Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 87,6 millions EUR, soit 21,9 %, pour s'établir à 312,6 millions EUR au 30 septembre 2014. La baisse résulte essentiellement du règlement des SIEG dus pour le dernier trimestre de 2013 et du règlement des frais terminaux par d'autres opérateurs postaux.

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 283,3 millions EUR, soit 63,2 %, s'établissant à 731,6 millions EUR au 30 septembre 2014. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie libre normalisé (325,2 millions EUR), partiellement compensée par le paiement d'un dividende de 40,0 millions EUR au second trimestre.

14. Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 272,0 millions EUR, soit 47,2%, pour atteindre 849,0 millions EUR au 30 septembre 2014, contre 576,9 millions EUR au 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique principalement par le profit réalisé de 244,8 millions EUR et l'ajustement à sa juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque d'un montant de 66,7 millions EUR, partiellement compensée par le paiement d'un dividende de 40,0 millions EUR.

15. Avantages au personnel

	Au 30 septembre 2014	Au 31 décembre 2013
En millions EUR		
Avantages postérieurs à l'emploi	(77.4)	(78.2)
Avantages à long terme	(116.8)	(116.1)
Indemnités de fin de contrat de travail	(10.0)	(15.4)
Autres avantages à long terme	(139.4)	(135.4)
Total	(343.6)	(345.1)

Les avantages du personnel ont diminué de 1,5 millions EUR, soit 0,4 %, pour s'établir à 343,6 millions EUR au 30 septembre 2014. Cette baisse résulte essentiellement des points suivants :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 33,0 millions EUR, dont 7,4 millions EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- Des gains actuariels opérationnels (3,8 millions EUR) résultant principalement de l'avantage « Indemnité pour accident du travail ».
- Des coûts de service (15,7 millions EUR) et d'intérêts (6,2 millions EUR) additionnels.
- Des pertes financières actuarielles de 11,0 millions EUR engendrées par des changements dans les taux d'actualisation.
- Une perte actuarielle de 2,3 millions EUR liée aux avantages postérieurs à l'emploi reconnus dans les autres éléments du résultat global.

16. Impôts sur le résultat à payer

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 58,0 millions EUR, pour atteindre 99,7 millions EUR au 30 septembre 2014, et s'explique essentiellement par une hausse de l'impôt sur le résultat.

17. Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes ont diminué de 51,0 millions EUR, soit 6,9 %, pour s'établir à 683,7 millions EUR au 30 septembre 2014. Cette diminution s'explique par la baisse des dettes commerciales de 51,0 millions EUR, soit 36,9 % par rapport au 31 décembre 2013, et des dettes de sécurité sociale de 18,1 millions EUR, partiellement compensée par la hausse des paiements anticipés de 18,1 millions EUR. L'augmentation de ces derniers est un élément de phasing étant donné que le règlement s'effectue en fin d'année. La réduction des dettes de sécurité sociale résulte essentiellement d'une différence de calendrier, les cotisations sociales pour l'année 2013 entière (congrés payés, primes...) ayant été payées en 2014.

18. Actifs et passifs éventuels

Au 30 septembre 2014, bpost employait 5.213 agents auxiliaires. A l'heure actuelle, 53 agents ont entamé des procédures contre la Société devant les tribunaux du travail de Bruxelles et Charleroi, réclamant un salaire et des avantages équivalents à ceux des contractuels barémiques effectuant le même travail, principalement en vertu des provisions pour non-discrimination décrites dans les articles 10 et 11 de la Constitution belge. Toutes les plaintes et allégations sont contestées par bpost.

Cependant, si les tribunaux devaient trouver ce principe applicable et bpost devait l'avoir violé, les tribunaux du travail pourraient imposer à bpost d'augmenter les avantages des agents auxiliaires au niveau de ceux des contractuels barémiques et il n'est pas improbable que d'autres employés introduisent une plainte similaire.

19. Evénements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

Autres informations financières (non audité)

Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est récurrent ou non et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas audité. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

Compte de résultats

PRODUITS D'EXPLOITATION	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
En millions EUR						
Produits d'exploitation	1.809,4	1.802,2	0,4%	569,2	566,6	0,5%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
Total des produits d'exploitation normalisé	1.809,4	1.787,7	1,2%	569,2	566,6	0,5%
CHARGES D'EXPLOITATION	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
En millions EUR						
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations/amortissements	(1.368,3)	(1.372,4)	-0,3%	(464,7)	(462,7)	0,4%
Total des charges d'exploitation normalisé à l'exclusion des dépréciations/amortissements	(1.368,3)	(1.372,4)	-0,3%	(464,7)	(462,7)	0,4%
EBITDA	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
En millions EUR						
EBITDA	441,0	429,9	2,6%	104,4	103,9	0,6%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
EBITDA normalisé	441,0	415,3	6,2%	104,4	103,9	0,6%
EBIT	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
En millions EUR						
Résultat d'exploitation (EBIT)	377,3	363,9	3,7%	82,9	81,5	1,8%

Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾ (14,6)

Résultat d'exploitation normalisé (EBIT) 377,3 349,3 8,0% 82,9 81,5 1,8%

RESULTAT DE LA PERIODE (EAT)	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
En millions EUR						
Résultat de la période	244,8	235,2	4,1%	52,7	53,8	-1,9%
Vente des activités de Certipost ⁽¹⁾		(14,6)				
Résultat de la période normalisé	244,8	220,6	11,0%	52,7	53,8	-1,9%

⁽¹⁾ En octobre 2012, l'entreprise a conclu un accord avec le groupe finlandais Basware relatif à la vente, en janvier 2013, des activités d'échange de documents électroniques de Certipost. Certipost poursuit ses autres activités (la sécurisation des documents, la certification numérique et les cartes d'identité électroniques belges). La normalisation de 14,6 millions EUR correspond à la plus-value sur la cession des activités. Cette disposition n'a pas généré de charge d'impôt, vu que Certipost a des pertes fiscales reportées pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé.

Flux de trésorerie opérationnel

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	379,7	160,1	137,1%	(16,7)	(6,7)	151,4%
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(54,8)	(46,8)	17,0%	(21,7)	4,1	-626,0%
Flux de trésorerie opérationnel	324,9	113,3	186,8%	(38,5)	(2,5)	1412,8%
Dépôts reçus de tiers	0,2	0,0		0,0	0,0	
Impacte de la décision de la Commission Européenne ⁽²⁾	0,0	123,1	-100,0%	0,0	0,0	
Flux de trésorerie opérationnel normalisé	325,2	236,5	37,5%	(38,5)	(2,5)	1412,8%

⁽²⁾ Le montant de 123,1 millions EUR est lié au remboursement non récurrent de la prétendue surcompensation sur une période comprise entre 2011 et 2012, pour lequel une provision a été enregistrée en 2012.

Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours			3e Trimestre		
	2014	2013	Evolution %	2014	2013	Evolution %
Résultat net consolidé IFRS	244,8	235,2	4,1%	52,7	53,8	-1,9%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(16,4)	(34,7)	-52,9%	(1,2)	(2,0)	-41,1%
Différences dans les dotations aux amortissements et dépréciations	(6,1)	(4,6)	33,4%	(1,8)	(0,5)	252,2%
Les différences de comptabilisation des provisions	(8,1)	(8,9)	-9,5%	(2,8)	(2,4)	15,0%
Effets de la norme IAS19	(2,8)	(27,5)	-89,8%	(3,5)	(8,3)	-58,0%
Impôts différés	7,5	15,0	-49,8%	3,2	4,1	-21,3%
Autres	(0,9)	1,0	-191,8%	(0,2)	0,2	-179,0%
Bénéfice net non consolidé selon les GAAP belges	218,1	175,5	24,3%	46,6	44,9	3,9%

Le résultat non consolidé de la Société après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- éliminer l'impact de la cession de certaines activités de Certipost qui a entraîné un gain en 2013 ;
- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales. Lors du troisième trimestre de 2014, Certipost a payé un dividende de 5,8 millions EUR à bpost.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e Trimestre	
	2014	2013	2014	2013
Vente des activités de Certipost		(14,6)		
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(6,1)	(2,6)	(1,4)	(0,1)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(6,5)	(3,6)	(2,6)	(0,8)
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(8,4)	(13,8)	(2,5)	(1,8)
Autres impacts de déconsolidation	4,6	(0,1)	5,3	0,7
Total	(16,4)	(34,7)	(1,2)	(2,0)

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont validées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier ;
- L'évolution de l'IAS 19 s'explique principalement par l'augmentation des charges financières liées aux avantages du personnel résultant de la diminution des taux d'actualisation. En outre, l'évolution d'une année à l'autre s'explique aussi par les programmes de prépension et d'interruption de carrière à temps partiel lancés fin 2012, dont le taux d'adhésion était plus élevé au premier trimestre de 2013 qu'au premier trimestre de cette année et dont l'impact intégral a déjà été comptabilisé selon les IFRS au quatrième trimestre de 2012.
- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publié conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Pierre Winand, Chief Financial Officer.

Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives⁶, basées sur les attentes et projections actuelles du management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

⁶ Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

Glossaire

- **Flux de trésorerie opérationnel (FCF)**: trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements
- **Dettes nettes/(trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie